

En F CFP	2023	2024	2025
Résultat d'Exploitation	-64 809 254	-46 392 037	-70 694 557
Charges d'exploitation	1 281 418 856	1 315 059 322	1 336 673 285
dont Exploitation courante	586 145 621	570 127 497	570 198 589
dont Impôts et taxes	57 912 785	46 039 311	52 265 476
dont charges de Personnel	495 414 044	562 115 718	570 928 755
dont Autres charges (dont redevance SACEM)	58 725 031	58 371 569	56 976 853
dont DAP	83 221 375	78 405 227	86 303 612
Produits d'exploitation	1 216 609 602	1 268 667 285	1 265 978 728
dont Chiffre d'affaires	251 552 776	268 322 685	265 296 056
dont subvention d'exploitation	962 000 000	1 000 000 000	991 844 700
dont Autres produits	3 056 826	344 600	8 837 972
Résultat Financier	-1 216 102	-287 255	-200 000
Charges financières	1 216 102	287 255	200 000
dont intérêts sur emprunt et découverts bancaire	1 216 102	287 255	200 000
dont intérêts sur avance du Pays	0	0	0
dont DAP	0	0	0
Produits financiers	0	0	0
dont produits de participation et revenus des placements (DAT)	0	0	0
Résultat Exceptionnel	71 071 973	61 492 727	76 254 680
Charges exceptionnelles	236 772	3 066 247	0
dont sur opération de gestion	236 772	3 066 247	0
dont sur opération en capital	0	0	0
Produits exceptionnels	71 308 745	64 558 974	76 254 680
dont sur opération de gestion	0	171 200	0
dont sur opération en capital	71 308 745	64 387 774	76 254 680
Impôt sur les sociétés (IS)	4 000 000	5 501 750	4 000 000
Résultat de l'exercice	1 046 617	9 311 685	1 360 123

État de la dette bancaire :

Date de signature	Prêteur	Durée en année	Taux (%)	Période de remboursement	Dernière échéance	Capital initial	Encours au 01/01/2026	Annuité 2026	Total intérêts du contrat
TOTAL									

3.8.18 GIE Tahiti Tourisme

Forme juridique : Groupement d'intérêt économique (GIE)		
Secteur d'activité : Tourisme - Promotion et Animation		
Code NAF : 7990 Z	N° TAHITI : 263277	N° RCS : 4673D
Tel : 40 50 40 30	Email : info@tahititourisme.org	
Siège social : Papeete –Gare Maritime, 2ème étage, Papeete. BP 65- 98713 Papeete		
Directrice générale : Madame Vaihere LISSANT		

Présentation :

Pilier du développement touristique inclusif et durable, Tahiti Tourisme contribue à l'économie de notre Pays aux côtés des professionnels du tourisme au travers de missions principales :

- Promotion de la destination à l'international
- Promotion du tourisme domestique auprès des résidents
- Accueil des visiteurs et animation pendant leur séjour
- Sensibilisation de la population et des professionnels sur l'importance du tourisme et sur son développement durable
- Professionnalisation et structuration des Comités du tourisme de Tahiti Et Ses Îles
- Participation au déploiement de la stratégie de développement touristique FM27

Conseil d'administration :

Président :	Bud GILROY
Représentante du Personnel	Evaina TEINAORE
Administrateurs publics :	14
Administrateurs privés :	14

Administrateurs représentant les interets generaux (dispenses de cotisation)	
CCISM	MARTIN Tutehau
Ministère budget	DEXTER Warren
Ministre Culture	TERIIPAIA Rony
Ministre environnement	TEAI Taivini
Ministre Sport	TEMAURI Kainuu
Ministre Tourisme	BROTHERSON Moetai
Personnalités désignées en arrêté CM	LESAGE Pierre
Personnalités désignées en arrêté CM	GRÉPIN Hina
Personnalités désignées en arrêté CM	COLOMBANI Hinatea
Personnalités désignées en arrêté CM	RON SIN HARDY Gwenvael
Personnalités désignées en arrêté CM	PERIOU Claude
Président Commission économie	LEGAYIC Tematai
Président Commission tourisme	CHAILLOUX Steve
SPC	HAUMANI Evans
Administrateurs représentant les interets prives	
Air France	MARTINO Alexandra
Air Tahiti Nui	GUERIN Lionel
ATAPF	BODIN Mélinda
Tahiti homes	BIOTTEAU COLAS Emily
SAS KAOLI - RAIATEA LODGE	BONIFAIT Emmanuel
CPH	GUARDIA Christophe
Tahiti Nui travel	CHIN CHOI Diana
E-Tahiti Travel	CHATAIGNER Marieke
Syndicat Polynésien des Centres de Plongée	GACHON Thibault
Moana adventure tours	HATTON Philippe
Air Tahiti	TETARIA Vairani
Natureva - Air Moana	REY Raitini
Tahiti Cruise Club	RUTA Moise
Tahiti Yacht Charter	PICARD Ségolène

Ressources humaines :

- Masse salariales et effectifs :

Exercice	Montant (XPF)	Variation (%)	Effectif	Variation (%)
2023	306 179 927	5,21%	46	-6,12%
2024	307 902 073	0,56%	46	0,00%
2025	326 122 911	5,92%	47	2,17%

- Pyramide des âges :

2025	Homme		Femme		Totaux	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
< 20 ans	0	0%	0	0%	0	0%
20-24 ans	0	0%	2	7%	2	4%
25 -29 ans	6	32%	6	21%	12	26%
30-34 ans	4	21%	2	7%	6	13%
35-39 ans	3	16%	2	7%	5	11%
40-44 ans	2	11%	6	21%	8	17%
45-49 ans	1	5%	3	11%	4	9%
50-54 ans	1	5%	4	14%	5	11%
55-59 ans	2	11%	2	7%	4	9%
60-65 ans	0	0%	1	4%	1	2%
> 65 ans	0	0%	0	0%	0	0%
Totaux	19	100%	28	100%	47	100%

Activités de la société au titre de l'année 2025 :

L'année 2025 constitue une étape symbolique pour le tourisme en Polynésie française. Avec environ 281 000 touristes accueillis, la destination atteint le ratio stratégique d'1 touriste pour 1 habitant, conformément aux objectifs de la stratégie de développement touristique Fari'ira'a Manihini 2027.

Cette performance repose principalement sur la solidité des marchés Amérique du Nord (45 %) et France (30 %). Les marchés asiatiques et océaniques, encore en reprise, n'ont pas tous retrouvé leur niveau pré-pandémie, renforçant la dépendance à ces marchés dits « primaires ».

Cette fréquentation record — troisième année consécutive de croissance historique — illustre la résilience du secteur et l'efficacité des actions menées. Elle met également en lumière les enjeux à venir : meilleure dispersion des flux sur le territoire, diversification des marchés émetteurs, intégration renforcée des principes de durabilité et accompagnement accru des territoires.

Faits marquants en 2025 :

En 2025, Tahiti Tourisme a connu un changement de gouvernance avec le renouvellement de trois membres du Comité de direction dont la nouvelle Directrice Générale, insufflant une dynamique nouvelle au sein des équipes.

Une réorganisation interne a été engagée afin d'optimiser l'efficacité opérationnelle. Elle a notamment porté sur :

La reconstruction de la “Direction des Opérations Internationales”, avec l'addition de la nouvelle cellule « Développement Marchés et Segments » ;

Des ajustements internes visant à recentrer chaque département sur ses missions fondamentales ;

Le changement de nom de la “Direction des Opérations Locales” en “Direction du Management de Destination”, afin de refléter pleinement les enjeux de développement touristique et l'intégration de la stratégie de développement pour un tourisme durable au cœur des missions de Tahiti Tourisme.

Cette évolution structurelle vise à rendre l'organisation plus agile, plus performante et mieux adaptée aux enjeux locaux et internationaux.

Par ailleurs en 2025, Tahiti Tourisme s'appuiera sur les objectifs ci-dessous, en ligne avec les priorités fixées dans la stratégie du Pays.

• **Sur le volet local :**

1. Poursuivre le plan de structuration et de professionnalisation des comités du tourisme ;
2. Participer activement aux travaux de mise en place de la stratégie de développement du Tourisme Durable ;
3. Continuer à sensibiliser la population à l'intérêt du tourisme durable et accompagner les acteurs du tourisme dans le développement durable ;

4. Poursuivre le développement du tourisme d'intérieur en particulier dans les îles en demande de développement touristique ;

5. Elargir la mission d'accueil et d'animation ;

6. Améliorer la stratégie d'accès d'information pour les visiteurs (digital et offline).

• **Sur le volet international :**

1. Stabiliser les marchés en reprise, relancer l'Asie et capitaliser sur les marchés à fort potentiel de développement ;

2. Continuer à valoriser la notoriété d'une destination slow tourisme tournée vers un tourisme inclusif et durable ;

3. Continuer à favoriser la dispersion des visiteurs dans tous les archipels en valorisant leurs spécificités et dans les divers types d'hébergements ;

4. Elargir la promotion par segment de produits et diversifier les types de clientèles ;

5. Continuer à développer le réseau de distribution et la commercialisation de la destination ;

6. Lisser la saisonnalité et encourager la hausse de la fréquentation pendant la basse saison.

Perspectives 2026 :

En 2026, Tahiti Tourisme s'appuiera sur les objectifs ci-dessous, en ligne avec les priorités fixées dans la stratégie du Pays.

• **Sur le volet local :**

1. Poursuivre le plan de structuration et de professionnalisation des Comités du Tourisme ;

2. Participer activement aux travaux de mise en place de la stratégie de développement du Tourisme Durable (suivi du déploiement du Plan Tourisme Durable 2030) ;

3. Continuer à sensibiliser la population à l'intérêt du tourisme durable et accompagner les acteurs du tourisme dans le développement durable ;

4. Poursuivre le développement du tourisme d'intérieur en particulier dans les îles en demande de développement touristique ;

5. Poursuivre la mission d'accueil et d'animation ;

6. Améliorer la stratégie d'accès d'information pour les visiteurs (digital et offline).

• **Sur le volet international :**

Les 3 dernières années (2022-2024) ont été caractérisées par une reprise rapide du tourisme, soulignant la résilience du secteur, avec de nouveaux records de fréquentation et de dépenses touristiques. Les indicateurs de 2025 semblent indiquer que la destination arrive à son plafond de verre, lié notamment à la capacité d'hébergement touristique. Par ailleurs, en raison des travaux de rénovations majeures annoncés pour 2026, la capacité hôtelière diminuera de près de 20%. Sur l'île de Bora Bora, c'est 34% de la capacité en catégorie 4 et 5 étoiles. Sur Rangiroa, c'est 65% de la capacité. Cette situation pourrait impacter les coûts de l'offre d'hébergement disponible à la hausse. L'ouverture annoncée de nouvelles infrastructures viendrait rajouter 301 unités (près de +10% du parc hôtelier) au parc hôtelier, principalement sur Tahiti.

Les taux de change sur les marchés Asie-Pacifique sont à la baisse et le coût de l'hébergement rend la destination hors de portée pour beaucoup de voyageurs en comparaison aux destinations concurrentes. Les taux de change des marchés occidentaux sont moins impactants, cependant la situation géopolitique et l'ombre d'une récession n'est pas sans risque sur nos deux premiers marchés, les Etats-Unis et la France.

1. Diversifier et accompagner le développement des marchés dans leur évolution ;

2. Continuer à valoriser la notoriété d'une destination slow tourisme tournée vers un tourisme inclusif et durable ;

3. Continuer à favoriser la dispersion des visiteurs dans tous les archipels en valorisant leurs spécificités et dans les divers types d'hébergements ;

4. Elargir la promotion par segment de produits et diversifier les types de clientèles ;

5. Continuer à développer le réseau de distribution et la commercialisation de la destination ;

6. Lisser la saisonnalité et encourager la hausse de la fréquentation pendant la basse saison.

Agrégats du bilan comptable :

ACTIF :

En F CFP	2023	2024	2025
Immobilisations incorporelles et corporelles (Brut)	348 199 432	341 667 069	343 570 314
Actif immobilisé brut incorporel	174 944 137	174 944 137	174 944 137
Actif immobilisé brut corporel	173 255 295	166 722 932	168 626 177
Terrains			
Aménagements de terrains			
Constructions			
Installations techniques, matériels, outillage	614 855	614 855	614 855
Autres immobilisations	171 386 087	164 357 418	166 155 236
Immobilisations en cours	1 254 353	1 750 659	1 856 086
Variation annuelle	1 642 553	- 6 532 363	1 903 245
dont immobilisations affectées par le Pays			
Terrains nus			
Terrains aménagés			
Constructions			
Matériel de transport affecté			
Autres			
Variation annuelle			
Immobilisation financières brutes	402 305 789	402 200 675	402 450 675
Total actif immobilisé	750 505 221	743 867 744	746 020 989

En F CFP	2023	2024	2025
Créances et comptes rattachés (Brut)	167 885 173	174 063 405	717 313 905
dont Créances < 1 an	158 469 322	176 962 947	714 146 440
dont Créances > 1 an	38 683 108	2 193 550	2 084 270
dont Créances douteuses	4 724 927	1 900 875	1 541 595
Provisions	-33 992 184	-6 993 967	-458 400

En F CFP	2023	2024	2025
Trésorerie	859 960 833	838 687 156	255 464 547
VMP			
Disponibilités	859 960 833	838 687 156	255 464 547

En F CFP	2023	2024	2025
FDR	365 157 336	351 023 439	264 127 114
Ressources stables	1 115 662 557	1 094 891 183	1 010 148 103
Emplois stables	750 505 221	743 867 744	746 020 989

PASSIF :

En F CFP	2023	2024	2025
Capitaux propres	677 436 713	616 052 228	521 738 952
Capital social			
Prime de fusion	9 905 392	9 905 392	9 905 392
Autres réserves	54 000 000	54 000 000	54 000 000
Réserves statutaires			
Report à nouveau	603 877 934	613 531 321	552 146 836
Résultat de l'exercice	9 653 387	-61 384 485	-94 313 276
Provisions réglementées			

En F CFP	2023	2024	2025
Autres fonds propres	38 928 151	19 108 567	25 566 513
Provisions pour risques et charges	38 928 151	19 108 567	25 566 513
Avances conditionnées			

En F CFP	2023	2024	2025
Endettement	399 297 693	459 730 388	462 842 638
Emprunt auprès Etab. Bancaires	3 772 924	2 845 892	2 614 546
Emprunts et dettes financières divers	22 000	22 000	22 000
Avance du Pays			
Dettes fournisseurs	155 796 448	280 381 651	261 509 392
Dettes fiscales et sociales	62 654 958	52 527 746	57 984 952
Autres dettes	177 051 363	123 953 099	140 711 748

En F CFP	2023	2024	2025
Comptes de régularisation	20 907 063	24 921 697	51 909 081
Produits constatés d'avance	20 907 063	24 921 697	51 909 081

Agrégats du compte de résultat :

En F CFP	2023	2024	2025
Résultat d'Exploitation	-2 508 298	-24 386 616	-98 197 152
Charges d'exploitation	1 731 379 846	1 813 697 112	1 882 670 137
dont Exploitation courante	1 390 754 053	1 470 213 420	1 514 327 584
dont Impôts et taxes	470 510	539 460	609 190
dont charges de Personnel	306 179 927	307 902 073	326 122 991
dont Autres charges	4 205	1 322 803	7 243 644
dont DAP	33 971 151	33 719 356	34 366 728
Produits d'exploitation	1 728 871 548	1 789 310 496	1 784 472 985
dont Chiffre d'affaires	80 240 339	80 179 788	82 170 824
dont production stockée			
dont subvention d'exploitation	1 638 580 074	1 658 221 089	1 690 324 429
dont reprises sur amortissements et provisions	4 191 812	47 254 003	7 234 980
dont Autres produits	5 859 323	3 655 616	4 742 752
Résultat Financier	7 323 037	74 234	-1 156 268
Charges financières	7 249 986	8 046 416	7 757 062
dont intérêts sur emprunt			
dont intérêts et charges assimilées	4 471 471		
dont intérêts sur avance du Pays			
dont différences négatives de change	2 778 515	8 046 416	7 757 062
Produits financiers	14 573 023	8 120 650	6 600 794
dont reprises sur provisions et transferts de charge	2 874 078	4 002 573	
dont produits financiers de participation			
dont différences positives de change	11 698 945	4 118 077	6 600 794
Résultat Exceptionnel	4 838 648	-37 072 103	5 040 144
Charges exceptionnelles	1 989 200	43 828 455	352 068
dont sur opération de gestion	1 989 200	43 370 076	152 800
dont sur opération en capital		91 600	181 550
dont DAP		366 779	17 718
Produits exceptionnels	6 827 848	6 756 352	5 392 212
dont sur opération de gestion	6 827 848	6 555 954	5 219 636
dont sur opération en capital		200 398	172 576
dont reprises sur provisions et transferts de charges			
Impôt sur les sociétés (IS)			
Résultat de l'exercice	9 653 387	-61 384 485	-94 313 276

État de la dette bancaire :

Date de signature	Libellé	Prêteur	Durée en année	Type taux	Taux (%)	Période de remboursement	Dernière échéance	Capital initial	Encours au 01/01/2025	Annuité 2025	Total intérêts du contrat
TOTAL											

4 Etat des moyens

4.1 Ressources humaines : bilan social de l'administration

Le bilan social 2025 présente un état des lieux de la situation sociale de l'administration de la Polynésie française.

Il met en lumière la structure des effectifs, les dynamiques de gestion des ressources humaines ainsi que les principales évolutions observées au cours de l'année.

L'administration constitue un pilier essentiel du fonctionnement du Pays au travers de la mise en œuvre des politiques publiques et de la continuité du service public. A ce titre, la gestion des ressources humaines revêt une importance déterminante pour la qualité du service public rendu à la population.

Ce bilan répond à l'obligation légale de rendre compte de la gestion des ressources humaines, dans une démarche de transparence, de rigueur et d'objectivité.

Le périmètre étudié couvre au 31 décembre 2025 : 50 services administratifs (SA), 1 autorité administrative indépendante (AAI) et 11 établissements publics administratifs (EPA)⁶, représentant l'ensemble du champ de la fonction publique du Pays.

Il s'articule autour de 9 volets structurants portant respectivement sur :

1. Les effectifs

Ce volet présente une analyse de la structure des effectifs de l'administration au travers de leur répartition par statut, nature d'emploi, entité administrative, catégorie, filière et localisation géographique. Il permet également d'apprécier les caractéristiques démographiques des agents, notamment au travers de l'analyse de la pyramide des âges.

2. Le pilotage de la masse salariale et des emplois

Ce volet est consacré au suivi et à l'analyse de l'évolution de la masse salariale et des emplois. Il présente l'exécution des dépenses de personnel relevant exclusivement de la masse salariale par programme budgétaire, statut d'agent, entités administratives, les faits marquants ayant influencé la trajectoire annuelle, l'état de situation des effectifs payés et des postes budgétaires, ainsi que les principaux facteurs et indicateurs d'évolution de la masse salariale.

3. Les métiers et fonctions

Ce volet présente la structuration des métiers et des fonctions de l'administration. Il analyse notamment la répartition des métiers de l'administration selon les 5 grands domaines professionnels définis par le référentiel des métiers, la répartition des postes budgétaires par famille professionnelle et métier, ainsi que la répartition des postes budgétaires impliquant une fonction d'encadrement par niveaux hiérarchiques.

4. Le recrutement

Ce volet présente les dispositifs de recrutement mis en œuvre au cours de l'année. Il traite des concours organisés dans le cadre du programme triennal de recrutement, des recrutements temporaires d'agents non titulaires (ANT), ainsi que des actions conduites en faveur de l'insertion des travailleurs reconnus handicapés (TRH).

5. La gestion de carrière et la mobilité

Ce volet est consacré à la gestion de la carrière et à la mobilité des agents. Il analyse les avancements d'échelon et de grade, les examens professionnels, les mobilités intra et extra-service, les flux d'entrée et de sortie, les absences ainsi que les mesures disciplinaires.

6. Le développement des compétences

Ce volet présente la politique de formation professionnelle conduite au bénéfice des agents. Il met en lumière les dispositifs de formation existants, les moyens mobilisés, les formations dispensées ainsi que les principaux indicateurs de participation et de financement.

7. Les conditions de travail et la santé des agents

Ce volet traite des actions conduites en matière de santé au travail et d'amélioration des conditions de travail. Il présente notamment l'activité de la médecine du travail, le suivi médical des agents et les actions engagées en faveur de leur bien-être au travail.

⁶ L'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française (EPEFPA) n'est pas pris en compte dans le périmètre du bilan social. Cet établissement public administratif (EPA) s'inscrit dans un cadre conventionnel spécifique associant l'État et la Polynésie française, au sein duquel une partie substantielle des personnels relève juridiquement de l'État et est mise à disposition de la Polynésie française. Cette particularité le distingue des autres EPA du Pays. Par ailleurs, les données disponibles ne permettent pas d'isoler de manière fiable les seuls agents relevant du Pays. Afin de garantir la cohérence et la fiabilité du périmètre d'analyse, ses effectifs ne sont pas intégrés aux données présentées dans le présent bilan social.